

BULLETIN D'INFORMATION

de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France (F.F.I.)

J.O. n° 64, 22-07-1976 - Siège social national : 27, rue Emile Cartailhac, 31000 Toulouse - Libellé chèques : AAGEF

« Résister est un verbe qui se conjugue au présent » (Lucie Aubrac)

Bulletin trimestriel - Directeur de la publication : Henri Farreny - N° CPPAP 0919 A 07130 3 €

Contacts : aagef@free.fr

31 mars 2018 – 1^{er} trimestre

n° 149



Février 1939 : les Républicains espagnols trahis par la France

En février 2019, 80 ans auront passé depuis que la III^e République française, toute honte bue, réouvrit les camps de concentration – déjà en usage en 1914-1918 – pour y enfermer plusieurs centaines de milliers d'Espagnols, dont environ 300 000 soldats.

Ce ne fut pas qu'une infâmie sur le plan humanitaire (enfermement en plein air, en plein froid, en plein dénuement, etc.). Ce fut aussi une nouvelle infâmie politique, après la "Non Intervention". Car la France opta ouvertement pour coopérer avec les fascistes espagnols directement assistés par les armées allemande et italienne qui menaçaient l'Europe. Elle empêcha les soldats républicains de retourner en Espagne et trahit le gouvernement exilé en signant les honteux accords Bérard-Jordana du 25 février 1939 qui dépouillaient la République, puis en reconnaissant, le 27 février, le gouvernement du "généralissime Franco" pourtant encore cantonné à Burgos.

Cette infâmie affaiblit le gouvernement républicain légitime et facilita le putsch à Madrid le 5 mars et la victoire fasciste du 1^{er} avril 1939. **En février 2019, ce sera tout cela aussi qu'il conviendra de commémorer.**

AAGEF-FFI

12^e marche de Borredon au Mémorial du camp de concentration de Septfonds contre l'édulcoration de l'Histoire qui conduit au manque de respect



10 mars 2018

"Caminante no hay camino, se hace camino al andar..."

Antonio Machado, 1917

"La juventud siempre empuja, la juventud siempre vence..."

Miguel Hernández, 1937

Ce 10 mars, dans une ambiance fraternelle et combative, 300 personnes ont parcouru les 6 km de la route que foulèrent les 30 000 personnes amenées derrière les barbelés de **Septfonds** en 1939 - 1944.

Depuis le Mémorial, où attendaient plusieurs dizaines de personnes, furent lancées une nouvelle fois des paroles de douleur, fidélité et espérance :

¡verdad, justicia, reparación! en direction de cette plaine où souffrent odieusement tant de gens. Mais cette année, l'indignation

était à son comble. Car le maire de Septfonds, M. Tabarly, dont on connaissait déjà le manque de respect envers l'Histoire (voir p. 5) a apporté son soutien à l'extension d'une porcherie qui

épandrait le lisier produit par des milliers de porcs, sur 263 ha de l'ancien camp. Pour dénoncer cette porcherie historique, la Marche a continué jusqu'à la mairie, rejoignant d'autres manifestants.



Septfonds, mars 1939

RÉGIONAL Titre-choc du journal **Le Lot en action** - 2/2/18
CAMP DE CONCENTRATION DE SEPTFONDS
Des porcs pour chier sur la mémoire des Républicains espagnols

Le CIIMER a adressé 7 000 signatures au président Macron et déposé un recours au Tribunal administratif. [La lutte pour le respect continue.](#)

Le 10 février 2018, la **Ville du Boulou** a dévoilé des plaques en l'honneur de celui qui, président de la Généralité de Catalogne depuis 1934, exilé en France en février 1939, livré en août 1940 aux franquistes espagnols par les nazis allemands et les pétainistes français, fut fusillé à Barcelone le 15 octobre 1940.



Le Boulou est justement depuis fin janvier, le nouveau siège de la section des Pyrénées Orientales de l'AAGEF-FFI, désormais présidée par Raymond San Geroteo. Bon vent les amis !

Sommaire

- P. 2-4 **Dossier camps de concentration**
- **Contre l'ignorance et la censure: agir**
 - **Tel était leur nom: Manifeste collectif**
 - **Une carte pour réfléchir**
- P. 5 **Septfonds : de la parole interdite au manque de respect**
Borredon : état de la souscription
- P. 6 **Pablo Sánchez Mort pour la France**
Liberté pour la science historique
- P. 7 **Ariège, Charente, Haute-Garonne, Lot-et-Garonne, Pyrénées Atlantiques, Pyrénées Orientales**
- P. 8 **Disparitions :**
Gregorio Cenicagoya, Ramón Diego
Avis de recherche :
Justo Villalvilla, Marcelino Fernández
In memoriam : José Pozuelo

Samedi 2 juin 2018 - 11h cérémonie à PRAYOLS

(Ariège, à 6 km au sud de Foix)



Apéritif à 12 h 30, place de la Mairie

Repas fraternel (24 €) à 13 h 30

salle de la mairie de **Montgailhard**

Réservations par chèque avant le 20 mai :

06 34 46 50 17 - 05 61 69 85 81

jeannine.garcia518@orange.fr

AAGEF-FFI, 5, route du Moulin, 09700 CANTÉ

AGIR contre l'ignorance et la censure : camps de concentration, tel était leur nom

Lors de la réunion du CIIMER, qui s'est tenue le 11 mars 2018 à Borredon, a été avancée la proposition suivante : autour de la prochaine *Journée de la Déportation* (29 avril 2018) organiser des actions symboliques autour de panneaux "à telle date ICI SE TROUVAIT LE

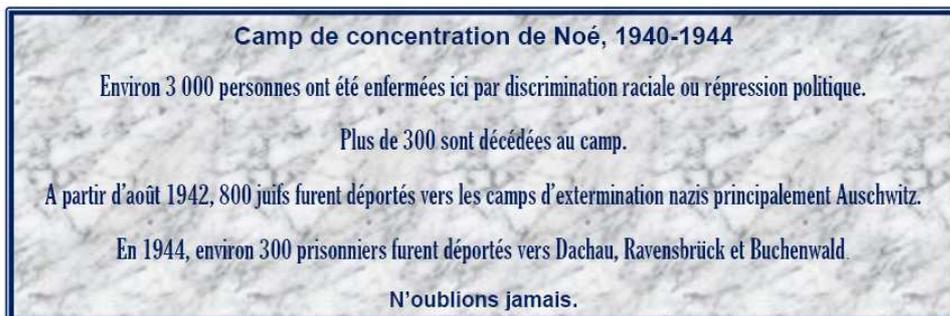
CAMP DE CONCENTRATION DE tel lieu". Dans les jours qui viennent un appel sera lancé aux associations et personnes désireuses d'agir en ce sens, un peu partout en France. Les photos des pancartes (éventuellement avec personnes, drapeaux, vestiges...) seront

à envoyer à : amicale@campduvernet.eu et à : ciimercomite@orange.fr pour rediffusion massive ensuite. Pour contribuer à cette campagne, nous republions le "Manifeste" adopté l'an passé ainsi qu'une intéressante carte des camps de concentration de France (en page 5).

Avant-propos : contexte de la démarche exprimée ci-après

Depuis 2010, un large collectif d'associations et de personnalités a œuvré en faveur de l'érection d'un mémorial sur le site de l'ancien camp de concentration de Noé (Haute-Garonne). Au terme d'une ample réflexion, le collectif a défini la plastique du monument et les messages qu'il portera, dont celui représenté ci-contre qui figurera en plusieurs langues sur le piédestal.

Dès 2012, le conseil municipal de Noé a apporté son soutien et offert un emplacement au cœur de l'ancienne emprise du camp. La finalisation matérielle et administrative du projet a été déléguée à un petit groupe issu du collectif : l'association *Mémorial de Noé*. En 2016, le conseil départemen-



tal de Haute-Garonne a accordé une subvention de 16 000 €.

Sollicitée par l'association *Mémorial de Noé*, la *Fondation pour la Mémoire de la Shoah* a fait connaître en avril 2017 qu'elle conditionnait son concours financier en ces termes :

"Après avoir consulté des historiens spécialistes sur les camps en France, je vous confirme que le Camp de Noé ne peut être considéré comme un

camp de concentration : c'est un camp d'internement. Il est reconnu que le Struthof est l'unique camp de concentration sur le sol français.

Dans ces conditions nous ne pourrions soutenir un monument sur lequel l'information historiquement non valide « camp de concentration » serait apposée. Pouvez-vous nous soumettre une autre proposition de texte pour la plaque svp ?

MANIFESTE

texte adopté fin juin 2017

LES CAMPS DE CONCENTRATION FRANÇAIS DE 1939-1944 : ENFERMEMENT, EXCLUSION, RÉPRESSION, DÉPORTATION

Mmes et MM., chers amis de la *Fondation pour la Mémoire de la Shoah*,

Nous soussignés, engagés pour faire connaître et reconnaître l'histoire de ceux qui furent captifs dans les camps de concentration de la III^e République puis de l'État français, souhaitons vous informer que nous sommes en total désaccord avec votre affirmation : "*Le Struthof était l'unique camp de concentration sur le sol français*".

Considérant faits et documents, avec de nombreux experts et autorités de divers pays, nous continuerons de nommer *camps de concentration* ces lieux d'enfermement, d'exclusion, de misère, d'humiliation, de répression, de déportation, de rapatriements forcés qui fonctionnèrent à : Agde, Argelès-sur-Mer, Brens, Drancy, Gurs, Le Barcarès, Les Alliers, Les Milles, Le Récébédou, Le Vernet d'Ariège, Montreuil-Bellay, Poitiers, Noé, Rieucros, Rivesaltes, Ruelle, Saint-Cyprien, Saint-Sulpice, Septfonds, et autres lieux de France, sans oublier les camps d'Afrique du Nord.

Camp de concentration était l'appellation employée par le ministre de l'intérieur Albert Sarraut en 1939. Par circulaire du 10 janvier 1941, le ministre pétainiste de l'intérieur Mar-

cel Peyrouton tenta d'en réduire l'usage **en reconnaissant explicitement qu'elle était évocatrice de répression** [cf bulletin n° 140, page 5, 2015].

Malgré des variations lexicales édulcorantes, elle subsista [cf image ci-après]. Nous refusons que cette **appellation historique**, chargée d'injustices et de douleurs, soit exclusivement réservée aux seuls camps nazis de 1933-1945. **Nous refusons qu'elle soit censurée lorsqu'il s'agit des camps français** de 1939-1944.

Nous n'obligeons personne à l'employer, mais, conscients de nos devoirs vis-à-vis des générations passées et futures, nous ne transigeons pas avec notre propre **liberté d'expression**, laquelle n'attend à la dignité de personne, au contraire.

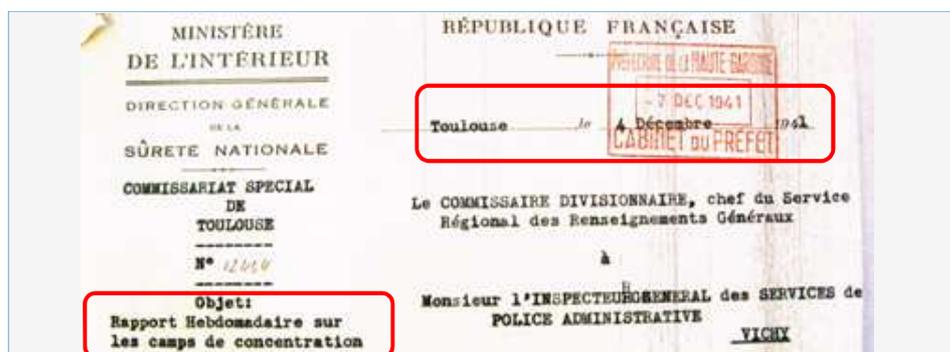
Pour transmettre l'Histoire il ne faut ni

taire ni travestir la réalité. L'appellation **historique** commune, *camps de concentration / konzentrationslager*, a pris en France et en Allemagne diverses significations. Il convient de le dire et de l'expliquer.

Les éducateurs de toutes sortes peuvent et doivent discerner, en précisant **camps de concentration français** ou **camps de concentration nazis**. Ils peuvent et doivent aussi introduire des **appellations interprétatives**, à des fins didactiques, telles que *camps de répression*, *camps d'extermination* ou *centres de mise à mort*, selon les cas.

Toujours solidaires pour le progrès des connaissances, nous restons à votre écoute, bien cordialement,

Premiers signataires du manifeste, page 3 →



MANIFESTE

signataires initiaux : 1^{er} juillet 2017

LES CAMPS DE CONCENTRATION FRANÇAIS DE 1939-1944 : ENFERMEMENT, EXCLUSION, RÉPRESSION, DÉPORTATION

- Associations :**
- Amical de Catalunya dels Antics Guerrillers Espanyols a França* : Lluís Martí Bielsa, président
 - Amicale de la 35^e Brigade FTP-MOI Marcel Langer* : Carmen Lorenzi, présidente - André Magne, secrétaire
 - Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France – Forces Françaises de l'Intérieur* : Raymond San Geroteo et Jeanine Garcia, vice-présidents
 - Amicale des Anciens Internés Politiques et Résistants du Camp de Concentration du Vernet d'Ariège* : Raymond Cubells, président
 - Amicale des Déportés Résistants du Train Fantôme* : Jean-Daniel Simonet et Guy Scarpetta, co-présidents
 - Amicale du Camp de Concentration de Septfonds - Mémoire de l'Espagne Républicaine en Tam-et-Garonne (MER 82)* : Joseph González, président
 - Amicale pour Perpétuer le Souvenir des Internés de Rieucros et Brens* : Angèle Bettini del Río, présidente, chevalier de la Légion d'Honneur
 - Andalucía en Toulouse* : José Alonso, président
 - Associació Catalana d'Expresos Polítics del Franquisme* : Carles Vallejó Calderón, président
 - Association des Retraités espagnols et européens de la Gironde* : Pierre-Marie Estebanez, président
 - Association Nationale des Cheminots Anciens Combattants (ANCAC, Midi-Pyrénées)* : André Lieres, président
 - Association des Espagnols de Charente (APFEFF, camps de concentration de Ruelle et Angoulême)* : Gregorio Lázaro, président
 - Ateneo Republicano en Bélgica* : José Miguel Arranz, président
 - Chemins de l'Exil Républicain Espagnol dans l'Aude (CERE 11)* : Nadine Cañellas, présidente
 - Círculo Republicano Manolín Abad (Huesca)* : Carlos Escartín, président
 - Collectif pour la Mémoire Républicaine Espagnole (Allier)* : Nadia Guillien, présidente
 - Federación Estatal de Foros por la Memoria* : Arturo Peinado, président
 - Fils et Filles de Républicains Espagnols et Enfants de l'Exode (FFREEE)* : Jacqueline Payrot, présidente
 - Fraïda An Maro Dji (Libres dans nos cœurs) (association tzigane)* : Joseph Stimbach, président
 - La Comuna, Comisión por la recuperación de la Memoria del Nordeste-Segovia* : Acacio Puig, ancien prisonnier du franquisme, président
 - Les Garibaldiens de Midi-Pyrénées* : Henri Basso, président
 - Mémoire de la Résistance Saverdunoise (MRS)* : Pierre Frayssines, président
 - Memoria en acción (Madrid)* : Diego Molina Romero, président
 - Mémorial de la Base Sous-Marine de Bordeaux* : Joan Fabra, président
 - Prayols, Résistances, Mémoires et Fraternité* : Janine Pascal, présidente
 - Triangle Blau de Figueres-Girona / Associació per a la preservació i difusió de la Memòria Històrica* : Lluís Fontané Massachs, président.
- Personnalités :**
- Angé Álvarez, commandeur de la Légion d'Honneur, ex résistant, 1^{er} évadé du « Train Fantôme » ;
 - Angèle Bettini del Río, chevalier de la Légion d'Honneur, ex résistante prisonnière dans les camps de Rieucros, Brens, Le Récébédou, Gurs ;
 - Narcis Falguera, chevalier de la Légion d'Honneur, ex soldat républicain prisonnier dans les camps d'Argelès-sur-Mer, Le Barcarès, Septfonds, ex résistant ;
 - Michel Grasa, maire du Vernet d'Ariège, ex enfant captif, à 10 mois, avec sa mère réfugiée républicaine, au camp d'Argelès-sur-Mer ;
 - Numen Muñoz, fils de guérilleros, maire de Verniolle, vice-président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Foix en charge de la Culture, président de *Mémoire, Résistance en Ariège, Solidarité Transfrontalière* ;
 - Carmen Negrín, présidente d'honneur de la *Fundación Juan Negrín*, présidente du *Conseil de Pilotage du Centre d'Investigation et d'Interprétation de la Mémoire de l'Espagne Républicaine (CIIMER)* ;
 - Laure Ríos, fille de Jesús Ríos, chef national des guérilleros espagnols en 1942-43, mort à Foix aux mains de l'ennemi ;
 - Jacques Sigot, historien local : camp de concentration de Montreuil-Bellay.



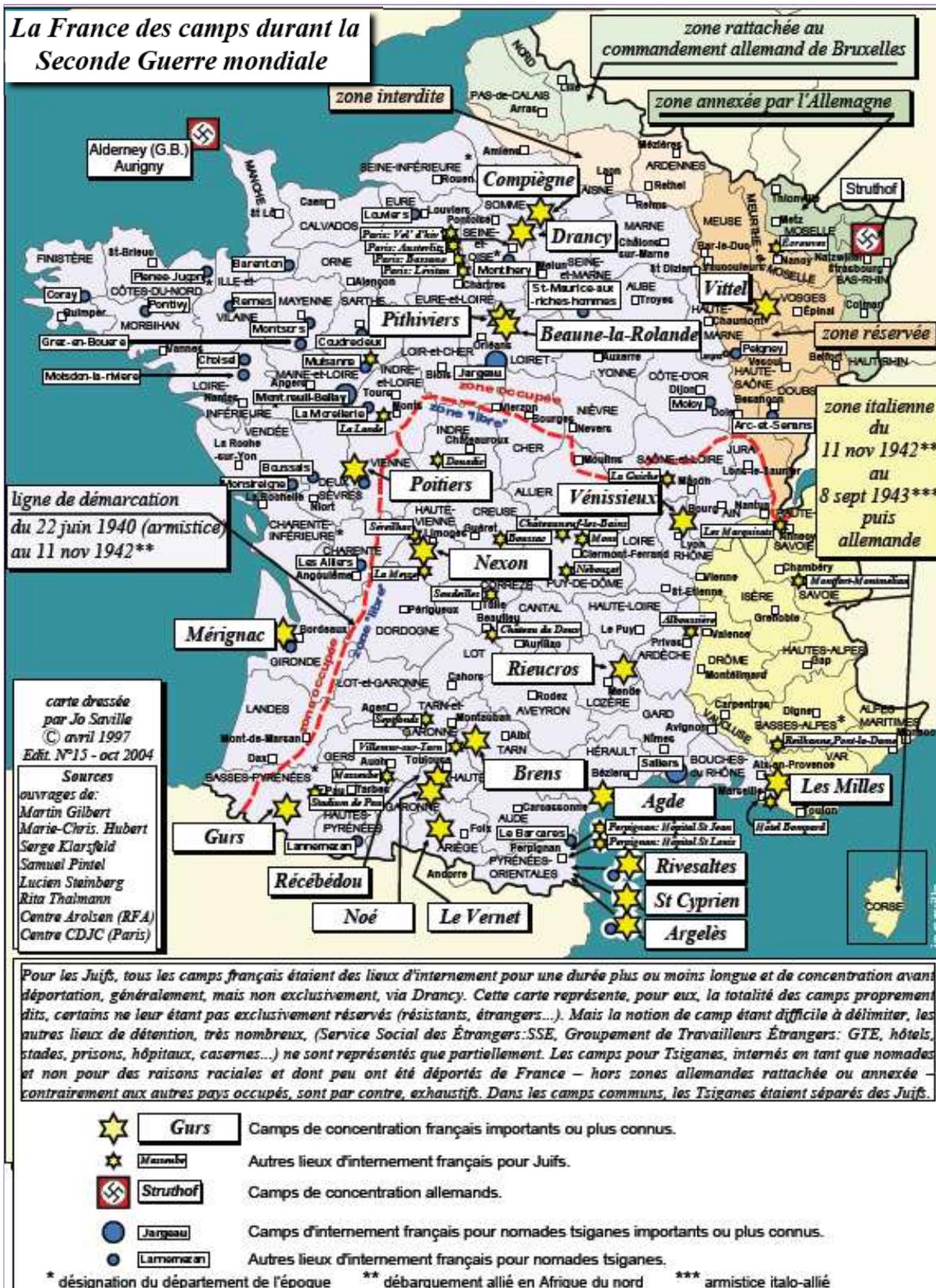
Afin que la *Fondation de la Mémoire de la Shoah*, veuille bien reconsidérer la position rapportée p. 2, le *Manifeste* lui a été adressé en juillet 2017 puis janvier 2018 par Raymond Cubells et José González, qui président des associations travaillant sur les camps de concentration du Vernet et de Septfonds. Pas de réponse à ce jour.

Camps de concentration français : une carte utile pour réfléchir... sans préjugés ni censure

La carte ci-dessous a été dressée par Jo Saville pour l'Association des enfants cachés. Il s'agit de l'édition n° 15, publiée en octobre 2004. Comme expliqué dans le cartouche inférieur, elle vise à faire connaître le sort des Juifs. On note, qu'une vingtaine de camps,

marqués par une grande étoile jaune, sont désignés comme **des camps de concentration**. La carte signale aussi, par des cercles bleus, un ensemble de camps pour Tsiganes. Elle ne traite pas du sort des Espagnols, des Brigadistes et autres "indésirables étrangers".

Rappelons que le 1^{er} convoi de déportation depuis la France (927 Espagnols) vers les camps nazis, partit du camp des Alliers (Charente, voir ici p. 7) vers Mauthausen le 20 août 1940. D'autres convois déportèrent des centaines d'Espagnols et de Brigadistes, dé-



but mars 1941, vers les camps pétainistes d'Afrique du Nord.

Septfonds est signalé par une petite étoile jaune car 300 Juifs y furent détenus (mais aussi environ 30 000 Espagnols). Bram (Aude) n'est pas figuré.

Cette carte contredit carrément la déclaration que la *Fondation pour la Mémoire de la Shoah* a adressée à l'association *Mémorial de Noé* (voir ici p. 2). Elle contredit aussi la déclaration de la directrice du *Mémorial de Rivesaltes*, rapportée par *l'Indépendant* du 2 novembre 2015 : « **Rivesaltes n'a jamais été un camp de concentration** ».

Invitée le 25 novembre 2017 à Borredon, siège du CIIMER, la directrice a continué de refuser le débat historique pluraliste, lui préférant de très superficielles actions à visées esthétiques et personnelles, hypercentralisées, pour lesquelles les associations ne sont convoquées que comme rabatteurs.

Malgré nos demandes anciennes (bulletin n°140, p. 4-5, 2015 et n° 141, p. 7, 2016) réitérées le 25 novembre 2017, la directrice n'a pas consenti à faire corriger les panneaux du *Mémorial* qui situent à tort la fin de la Guerre d'Espagne en février (1) 1939 et l'ouverture

Ci-dessous le titre - tel que publié sur internet - d'une association créée à Toulouse le 3 mars 2008 (RNA : W313008647) dont nous avons

parlé dans le bulletin 140 (p. 2). Elle a été fondée par Édouard Drommschalager, dont les parents Lusia et Raphaël, internés à Rivesaltes furent déportés le 11/9/42 à Auschwitz où ils périrent.

du camp (de *concentration*, pourquoi le nier ?) de Rivesaltes au 14 janvier 1941 alors que des milliers d'Espagnols et de Brigadistes y étaient relégués en 1940 (références précises : bulletin n° 140, p. 5).

ASSOCIATION DES ANCIENS INTERNES JUIFS DU CAMP DE CONCENTRATION DE RIVESALTES ET LEURS FAMILLES

HF et JG

Septfonds : de la parole interdite à l'Histoire souillée

Le soutien apporté par le maire de Septfonds à l'épandage de lisier sur l'aire de l'ancien camp (voir page 1) confirme son manque de respect à l'égard des anciens internés, leurs descendants et associations. Cette attitude a nécessité plusieurs interventions depuis 2011. Le 6 mai 2017, une vingtaine de militants du Comité d'Animation du CIIMER ont distribué la lettre suivante dans toutes les boîtes à lettres de la commune. Ce qui a suscité un grand émoi. Elle a aussi été portée à connaissance des centaines de participants à la 12^e Marche (10/3/18).

4/5/17 Lettre ouverte au maire de Septfonds Contre l'ostracisme, vive la Liberté

Lundi prochain **8 mai**, une délégation du CIIMER célébrera à Septfonds l'**anniversaire de la Victoire contre le fascisme européen**. Pour les Espagnols républicains qui l'avaient combattu les armes à la main dès 1936 – tout au moins pour ceux qui avaient survécu à 9 ans de guerre – le 8 mai 1945 fut un jour de joie et d'espoir.

Ces dernières années, à vos côtés, nous avons constaté combien la communauté juive et la communauté polonaise maîtrisaient les cérémonies devant les monuments respectivement dédiés aux Juifs et aux Polonais passés par le camp. Ce que nous avons apprécié et soutenu avec elles.

Mais nous avons chaque fois regretté une **inadmissible différence de traitement lors de la cérémonie concernant les Espagnols**, au **Cimetière des Espagnols** où 81 d'entre

eux reposent parce que c'est là qu'ils furent injustement enfermés en tant que Républicains réfugiés.

Or la communauté républicaine espagnole est très fortement et très activement représentée en Tarn-et-Garonne par le *Centre d'Investigation et d'Interprétation de la Mémoire de l'Espagne Républicaine* (CIIMER). Cette union d'associations¹ a son siège à quelques km du *Cimetière des Espagnols*, dans la gare² par laquelle transitèrent la plupart des 25 à 30 000 captifs espagnols.

Beaucoup d'entre nous avaient un parent parmi ces captifs et certains parmi ceux décédés dans ce camp.

De par la représentativité et la mission du CIIMER, il était légitime qu'un de ses porte-paroles intervienne le 8 mai au **Cimetière des Espagnols**, ce que vous avez toujours refusé. Vous avez même tenté, en vain, de nous empêcher de porter les **drapeaux des anciens combattants espagnols de la Résistance**, ce qui était illégal. Mais aussi immoral : un tel interdit, un tel jour !

Vous avez préparé l'ouverture d'une prétendue "Maison des Mémoires" en tenant le CIIMER complètement à l'écart. Vous vous obstinez à ignorer ses manifestations et réalisations.

Cet ostracisme à l'égard du monde des républicains espagnols, les maires qui vous ont précédé à Septfonds ne le pratiquaient pas. Les maires de Montalzat, de Caussade, de

Montauban, etc. ne le pratiquent pas : tous sont venus à Borredon, tous respectent notre parole et nos actes.

Nous vous avons plusieurs fois entretenu de ce sujet, directement et par courrier. Encore le 11 avril : vous n'avez pas répondu. Nous avons fait connaître votre attitude à Madame Valérie Rabault, Députée, Monsieur François Bonhomme, Sénateur, Monsieur Astruc, Président du Conseil Départemental. Tous sont choqués.

Parole interdite, mémoires tronquées, associations méprisées, c'est indigne de Septfonds.

Ce 8 mai 2017, nous célébrerons les idéaux de Liberté de ceux qui furent relégués au camp de concentration de Judes. Nous saluerons la mémoire des anciens prisonniers et maires de Septfonds qui ont préservé et réhabilité les vestiges du camp. Puis agi ensemble pour décider en 1998 le significatif **jumelage de Septfonds avec Guernica** (martyrisée le 26 avril 1937), actuellement réduit à la portion congrue :

l'ostracisme appauvrit toujours la pensée et l'action.

Comité d'Animation du CIIMER

¹ Dont l'*Amicale du camp de concentration de Septfonds et autres sites de la Mémoire de l'Espagne Républicaine-MER82*.

² Achetée, aménagée, animée grâce à une souscription populaire de très grande ampleur que vous avez ignorée.

SAMEDI 2 JUIN 2018
PRAYOLS
11 h
Monument National aux Guérilleros Espagnols

Réervations repas :
voir en page 1

Gare de Borredon : information du CIIMER aux souscripteurs

Le Comité d'Animation gère la collecte des fonds pour le remboursement de l'emprunt (120 000 €), l'aménagement et les activités. La vente du wagon-lit, a permis de rapprocher l'échéance de la dette : d'avril 2031 à août 2022. Depuis 2009 jusqu'au 31 décembre 2017, 170 542,70 € ont été recueillis en souscription et 52 978,87 € reçus en subventions. Soit un total de 223 521,57 €. Le CIIMER remercie particulièrement Mr Vayssié, maire de Montalzat, et son équipe, pour leur soutien sans faille. Nous n'oublions pas notre donatrice exceptionnelle qui nous a fait un don-surprise de **20 000 €, en plus de ce qu'elle donne tous les ans**. Le capital restant dû au 31 décembre 2017 s'élève à 39 349,77 €. A raison de 748 € par mois, la fin du remboursement est prévue pour le 5 août 2022. C'est encore loin ! Si vous voulez souscrire, merci de m'envoyer un message au : **06 83 91 63 28** ou : sbakeba@yahoo.fr
Sidonie Bakeba

L'avènement de la II^e République espagnole, la guerre pour la défendre, la guerre antifasciste encore en France et sur les autres fronts, la lutte antifranquiste ici et là-bas, des décennies de courage et de dévouement pour la liberté

Vous voulez que l'histoire authentique et complète des républicains espagnols résistants soit connue et reconnue ?

Que vous soyez ou non descendant de républicain(s) espagnol(s) résistant(s), l'heure de la relève est venue :

Je, soussigné(e)..... né(e) le à.....

demeurant à.....

désire adhérer à l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France - F.F.I.

Téléphone(s)..... Adresse internet.....

Profession..... Autre qualité.....



Formulaire coloré à copier et envoyer au **siège national : AAGEF-FFI, 27 rue Cartailhac, 31 000 Toulouse**, avec un chèque de 25 € (abonnement au bulletin inclus) libellé à l'ordre de : **AAGEF – FFI**. Merci aussi pour vos dons, notamment pour améliorer cette publication. L'amicale regroupe actuellement **9 amicales locales** : Ariège, Aude, Gard-Lozère, Gironde, Haute-Garonne, Lot, Pyrénées Atlantiques-Landes, Hautes-Pyrénées, Pyrénées Orientales. **Les adhérents des autres départements sont directement membres de l'amicale nationale**, jusqu'à constitution ou reconstitution d'une amicale départementale. Contacts, courrier : aagef@free.fr

Pablo SÁNCHEZ, combattant espagnol Mort pour la France maintenant inscrit sur le Monument aux Morts de la Ville de Bordeaux

Le 16 mars dernier, sous le titre « *Le mystère Pablo Sanchez* », *Sud-Ouest* donnait la parole à l'ancien président d'une association bordelaise dont nous avons pointé plusieurs fois les stupéfiantes [affabulations](#)⁽¹⁾. En accord avec la section départementale de l'AAGEF-FFI, le texte ci-après, intitulé comme ci-dessus, a été transmis le 18 mars à *Sud-Ouest*, qui ne l'a pas encore publié. Certains ne sont guère enclins à débattre rationnellement – et travailler – pour percer les « mystères » ! Sans œillères.

Effective le lundi 28 août 1944, la libération de Bordeaux fut célébrée le mardi 29 août dans le premier numéro de *Sud-Ouest*, successeur de *La Petite Gironde*. Mercredi 30 août, le n° 2 de *Sud-Ouest* publia une annonce de convoi funèbre, proposée par une formation militaire étrangère : la 24^e Division de la *Agrupación de Guerrilleros Españoles* ; l'après-midi du même jour, un immense cortège accompagna un cercueil, porté à dos d'hommes, depuis le 53 du quai Richelieu jusqu'au cimetière de Bordeaux Nord.

La dépouille était celle d'un combattant de la 24^e Division, tué par un tir allemand le dimanche 27 août : **Pablo SÁNCHEZ**. Jeudi 31 août, le n° 3 de *Sud-Ouest* rendit hommage à « *M. Sanchez* » en le présentant comme « *un homme de la Résistance, un Espagnol* » qui avait donné « *un exemple héroïque* ». Ce que nous savons des circonstances de la mort de Pablo SÁNCHEZ, résulte de l'étude des témoignages et des archives disponibles à ce jour. Fin 1944, les compagnons de Pablo SÁN-

CHEZ fixèrent quai Richelieu une stèle qui indiquait : « *En memoria de Pablo SÁNCHEZ, dinamitero de la 24 División de Guerrilleros Españoles FFI-UNE* ». Elle disparut en 1947 (pourquoi ? un vrai mystère !), pour être remplacée par une plaque, signée d'une organisation qui n'avait rien à voir avec la Résistance, qui réduisait Pablo SÁNCHEZ à « *un réfugié espagnol tombé en cet endroit sous les balles allemandes* ».

Jusqu'en 2014, l'Office National des Anciens Combattants (ONACVG) estimait que Pablo SÁNCHEZ ne pouvait être déclaré **Mort pour la France**, car considéré comme « *victime civile étrangère* », eu égard à la mention portée sur la plaque de 1947.

A l'été 2014, l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France – FFI a démontré, par analyse des témoignages et documents alors réunis, que Pablo SÁNCHEZ avait été chargé d'intervenir le 27 août 1944 sous le tablier du Pont de pierre pour neutraliser le dispositif explosif. Le dossier a été validé personnellement par la directrice nationale de l'ONACVG, Mme Rose-Marie ANTOINE⁽²⁾.

En conséquence, depuis septembre 2014, comme le prévoit la loi, la mention **Mort pour la France**, a été portée en marge de l'acte de décès de Pablo SÁNCHEZ dans le registre tenu par le service de l'état-civil de la Ville de Bordeaux : c'est un précieux legs historique pour les générations futures.

Dès 2015, l'AAGEF-FFI, toujours soutenue par les autres associations d'anciens combat-

tants, a écrit à M. Alain JUPPÉ, pour que le nom de Pablo SÁNCHEZ soit inscrit sur le Monument aux Morts de la Ville. Depuis décembre 2017, est désormais gravé : « *P. SANCHEZ* ».

Nous avons remercié M. le maire. Nous lui avons aussi rappelé la **volonté unanime des milieux anciens combattants** pour qu'une stèle explicative soit installée à proximité du Pont de pierre avec ces mots :

La Ville de Bordeaux rend hommage à Pablo SÁNCHEZ, combattant de la 24^e Division de Guérilleros Espagnols (FFI-UNE) MORT POUR LA FRANCE le 27 août 1944, en défendant le Pont de pierre.

Prochainement, nous participerons avec nos drapeaux à l'hommage spécifique qui sera rendu par les autorités à ce héros trop longtemps *olvidado* de la libération de Bordeaux.

Henri Farreny

⁽¹⁾ Voir bulletins AAGEF-FFI : n° 135 (2014, page 6, au sujet de *La Nueve*), n° 137 (2015, page 6, au sujet de la *Junta Española de Liberación*). Fin 2014, l'affabulateur a proposé une stèle à la mairie de Bordeaux, avec le soutien écrit de G. Dreyfus-Armand et F. Godicheau, qui omettait 1) la mention **Mort pour la France**, 2) le sigle UNE, 3) le sauvetage du Pont de pierre.

⁽²⁾ Participant le 24 août 2017 à Paris au dévoilement de la plaque dédiée à José BARÓN (chef des guérilleros FFI-UNE de l'ex Zone Occupée, à l'origine - en mai 1944 - de la 24^e Division) elle nous a dit sa fierté quant à la reconnaissance de Pablo SÁNCHEZ, trois ans plus tôt.

"La science historique a juste besoin, pour demeurer ou redevenir une science, qu'on la laisse travailler librement"

Dix des treize membres du *haut comité des commémorations nationales* ont démissionné le 21 mars dernier pour exprimer leur désaccord avec le retrait du nom de Charles Maurras du *Livre des commémorations nationales 2018*. Rappelons que Charles Maurras, antisémite vichyste, a été condamné, en janvier 1945, à la « réclusion criminelle à perpétuité et à la dégradation nationale pour intelligence avec l'ennemi ». Voici intégralement l'analyse qu'Annie Lacroix-Riz nous a adressée le 23 mars, sous le titre : **Affaire Maurras => Démissions en série, mais pas sur le fond !**

Chers amis, Eh bien non, les démissionnaires du haut comité des commémorations nationales n'auront pas protesté contre le caractère scandaleux de la complaisante notice, à énormes trous et contrevérités, d'Olivier Dard, ils se seront juste érigés en preux défenseurs d'une prétendue liberté d'expression historique – pour que triomphe auprès de la population française, car c'est l'objet des commémorations nationales, la thèse d'un Charles Maurras « germanophobe et antinazi » sous l'Occupation, si peu antisémite, sauf éventuellement au début du 20^e siècle qu'il valait mieux n'en point parler – et auront re-

noncé vaillamment à une fonction médiatique parmi mainte autre. C'est assez farce sur ces deux points mais tout arrive...

Je suis personnellement ravie qu'il n'y ait de fait, à cette date, plus de haut comité des commémorations nationales. La science historique, qui n'en a pas besoin, ne s'en portera pas plus mal. Elle a juste besoin, pour demeurer ou redevenir une science, qu'on la laisse travailler librement, avec des spécialistes d'histoire contemporaine qui fréquentent les salles d'archives plus que les ministres, les grands patrons, les instances « européennes », les « témoins », etc.

Le seul comportement de la ministre Mme Nyssen, qui a cru pouvoir rédiger ou faire rédiger « *une préface élogieuse – [avant] d'interrompre la diffusion du Livre des commémorations nationales 2018* », est significatif du fonctionnement d'une discipline historique servile, caractérisée par le contact permanent avec « ceux d'en haut ».

L'ensemble de l'affaire, y compris les conditions d'élaboration de la « notice » sur Charles Maurras, confirme que la « mémoire » n'a rien de commun avec la science

historique indépendante. Ayant répété cette évidence depuis quelques décennies, je me réjouis qu'elle soit ainsi confirmée.

Annie Lacroix-Riz

professeur émérite d'histoire contemporaine, Paris 7
Ce billet pose pertinemment des questions de fond concernant la manière dont fonctionne une certaine « discipline historique servile ». Ajoutons une remarque - secondaire - concernant les personnages sélectionnés par le *haut comité des commémorations nationales*. Maurras, mis au ban de la nation en 1945, a été retenu pour « commémoration nationale » en 2018 parce que né en 1868, voici 150 ans.

Mais il n'est pas venu à l'idée du « haut comité », de marquer en 2017, par exemple, le 75^e anniversaire de la **mort en prison de Conrad MIRET i MUSTÉ**, premier chef des groupes armés de la MOI à Paris, reconnu *Mort pour la France* (seulement en 2014).

Pourtant, avec lui, la *nation* eut pu **commémorer** utilement la répression sauvage qui a frappé la MOI, puis les FTP-MOI en 1942. Et au-delà, **commémorer la geste de tous ces étrangers Morts pour la France, traqués par les amis français de Charles Maurras.**

HF

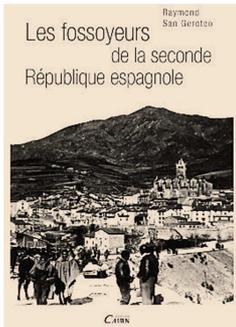
ARIÈGE

Au Vernet d'Ariège, samedi 27 janvier, notre ami Raymond San Geroteo présentait son livre **Les fossoyeurs de la Seconde République espagnole** (Cairn, 2017), ouvrage très documenté, riche d'informations.

Son exposé a suscité vif intérêt et même surprise dans l'assistance, pourtant public averti, qui découvrait et appréciait les enseignements que certains encore aujourd'hui préféreraient taire. Le débat apportait des réponses aux nombreuses questions qu'elle se posait concernant cette page d'Histoire souvent peu complète ou mal expliquée, parfois même erronée.

Nous remercions M. le Maire, Michel Grasa, d'avoir mis gracieusement la salle à notre disposition ainsi que pour sa présence amicale. Nous remercions également M. Marcel López, député suppléant, d'avoir assisté et participé à cette rencontre-débat.

Jeanine Garcia Rodriguez



PYRÉNÉES - ATLANTIQUES et LANDES

A Bayonne, à l'initiative de Pantxika Cazaux-Muñoz, professeur d'espagnol et membre de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France FFI, Georges Bertrant - Pujig, membre du bureau des Amis des Combattants en Espagne Républicaine (Mémoire des Brigades Internationales) est intervenu au lycée Cassin, le 20 mars, devant une centaine d'élèves.

Il a rappelé ce que fut la guerre d'Espagne et



expliqué l'engagement des Brigades Internationales aux côtés des Républicains. Les jeunes ont écouté attentivement et posé des questions très pertinentes. Belle réussite !

Juan Muñoz Dauvissat

LOT-ET-GARONNE

A Castelculier, près d'Agen, hommage a été rendu le 4 mars 2018, à trois combattants de la 35^e Brigade FTP-MOI Marcel Langer : **Rosine BET**, **Enzo GODEAS** et **David FREIMAN** tombés en 1944. Les drapeaux de l'Amicale de la 35^e brigade, de l'AAGEF-FFI, de l'ANACR du Lot et Garonne et de la Haute-Garonne se sont inclinés en leur mémoire.

Dès la fin 1941 l'Organisation Spéciale du PCF (OS) s'engage dans la lutte armée. Simultanément, des étrangers, qui militent dans la MOI (Main d'Œuvre Immigrée) attaquent l'occupant à Paris et région. En mars 1942, naissent les *Francs-Tireurs Partisans Français* (FTPF), branche militaire du *Front National pour l'Indépendance de la France*. En juin 1942 les unités combattantes issues de la MOI prennent le nom de *Francs-Tireurs et Partisans-Main d'œuvre Immigrée* (FTP-MOI).

En Haute-Garonne et alentours, le premier organisateur des FTP-MOI, est le Polonais **Marcel LANGER**, ancien des Brigades Internationales. Il coopère avec un ancien commandant de l'armée républicaine espagnole : **José LINARES**, simultanément responsable de l'organisation des guérilleros, bras armé de l'Union Nationale Espagnole (UNE). En février 1943, Marcel Langer est arrêté et peu après José Linares ; en juillet il est guillotiné dans la prison Saint-Michel de Toulouse, sur ordre de la justice pétainiste. Au 2^e semestre 1943, les FTP-MOI de la région prennent l'appellation de 35^e Brigade FTP-MOI Marcel Langer. En Lot-et-Garonne, la 35^e Brigade recrute des

combattants parmi, notamment, les immigrés italiens ; nombre d'entre eux avaient combattu le fascisme en Espagne, tels **Agostino BET**, le frère de Rosine (interné à Gurs en 1939).

Au début 1944, le cinéma toulousain *Les Variétés* diffuse un film antisémite : *Le juif Suss*. Enzo Godéas, Rosine Bet et David Freiman déposent une bombe dans la salle. Elle devait exploser entre deux séances, mais sauta prématurément ; tuant David et blessant gravement Rosine et Enzo.



Rosine Bet meurt le lendemain à l'Hôtel-Dieu de Toulouse sans avoir parlé. Enzo Godéas, durement interrogé par les policiers, est incarcéré à la prison Saint-Michel. Le 21 juin 1944, jugé par une cour martiale composée de miliciens, il est condamné à mort et aussitôt fusillé (assis sur une chaise en raison de ses blessures) aux côtés de **Diego RODRIGUEZ COLLADO**, résistant espagnol arrêté dans le Lot [voir bulletin AAGEF-FFI n° 146, p. 10].

Le sacrifice de ces étrangers, nourris des idéaux de la Révolution française a contribué à la Libération de la France. N'oublions jamais ce que nous leur devons.

André Magne

CHARENTE

A Angoulême, mardi 3 avril, sera inauguré le **Giratoire des Républicains espagnols**

Il permettra d'accéder à la future gare, à l'entrée de la gare de marchandises d'où partit - le **20 août 1940** - le « convoi de los 927 », 1^{er} convoi de déportés civils de France vers les camps de concentration nazis (Mauthausen dans ce cas), tirés du camp de concentration d'Angoulême. Félicitons l'Association des Espagnols de Charente, présidée par Gregorio Lázaro, pour ce nouveau résultat de son action, 10 ans après l'inauguration du monument qui contribua tant à dévoiler ce crime dérangeant.

HAUTE-GARONNE

A Toulouse, lundi 16 avril, comme chaque année depuis des décennies, l'anniversaire de l'avènement de la République espagnole - 14 avril 1931 - sera célébré devant le monument qui jouxte la *Casa de España*. Comme chaque année, participeront les autorités de la Ville, du Département et de la Région. Nous penserons aux vétérans disparus, dont :



PYRÉNÉES ORIENTALES

L'Assemblée générale de la section départementale de l'AAGEF-FFI a été généreusement accueillie samedi 20 janvier par la municipalité d'**Ortaffa** que nous remercions ici chaleureusement. Elle a élu un nouveau bureau. Raymond San Geroteo, membre du bureau précédent et vice-président national prend le relais de Pepita León, présidente départementale et porte-drapeau, récemment promue *Chevalier de l'Ordre National du Mérite*, qui a dirigé la section avec volonté et énergie pendant près de dix ans.

La nouvelle équipe, très motivée continuera à renforcer les liens amicaux avec les associations patriotiques et les associations mémorielles amies de la République espagnole et de la Résistance. La section est déterminée à poursuivre et à relayer le travail et l'action de l'Amicale nationale, pour la connaissance historique, la reconnaissance nationale et internationale du rôle premier des guérilleros dans la Résistance et la Libération de la France.



Après l'accueil des personnalités, les participants se sont retrouvés pour un repas fraternel, suivi de la projection d'un film de témoignages émouvants : *D'un versant à l'autre* (Guillaume Mazeline, 2001).

Chantal Semis

DISPARITIONS : Gregorio CENITAGOYA GONZÁLEZ, Ramón DIEGO CALDERÓN



Gregorio parmi les élèves d'une classe du lycée Henri Matisse de Cugnaux (31) de passage à Biarritz avec leur professeur



Gregorio CENITAGOYA GONZÁLEZ nous a quittés le 15 février 2018. Il était né le 3 avril 1921 à Muros de Nalón (Asturias).

Il avait perdu un poumon durant un bombardement d'Avilès, en 1937, en compagnie de sa mère qu'il dégagea avec ses mains de la terre qui l'avait enseveli.

Lutte infatigable, en 1940, alors qu'il avait 19 ans, il fut l'instigateur d'une cellule du P.C.E., se rapprochant de la guérilla de Galicia à laquelle il participa dès 1943.

Fin 1945, Gregorio arriva à Bayonne où un de

ses nombreux frères résidait. Il y demeura jusqu'en 1950, date à laquelle il partit - pour travailler - à la conquête de l'Amérique du Sud. Il revint en 1960 et poursuivit une carrière de soudeur.

Depuis 2009, date de la création de la section des Pyrénées Atlantiques et Landes de l'AAGEF-FFI, il lui apporta un soutien indéfectible et participa à de nombreuses rencontres avec des lycéens de la région.

La photo a été prise le 7 octobre 2016.

Juan Muñoz Dauvissat

Avis de recherche

Brice Villalvilla est en quête d'informations concernant **Justo VILLALVILLA BRICENO**, son grand-père, né le 28 avril 1920 à Carabaña (Madrid). Il a vraisemblablement combattu à Teruel. Selon le laissez-passer allemand reproduit ci-dessous, **il travaillait début mars 1944 dans la région de Saint-Malo** pour la firme LALLEMAND-EISENRIETH. Installé un moment à Rouen, il y a rencontré sa future femme Diane, une française. **Contacts :**

briceno@hotmail.fr et aagef@free.fr



7 juin 2014

Monument National des Guérilleros

Ramón DIEGO CALDERÓN, le dernier guérillero des batailles de Foix et de Prayols est décédé le 11 février 2018 à Pau.

Il est né le 16 mars 1926 à Saragosse dans une famille de 11 enfants qui sera décimée par la tuberculose. Il se retrouve à la rue avec un frère plus âgé qui tente de subvenir à leurs besoins mais qui à son tour est atteint par la maladie. Seul, il vit dehors et mange dans les poubelles jusqu'à être recueilli par une famille de communistes qui l'élève comme leur enfant. La santé de son frère se dégrade, les soins coûtent cher. Il décide de partir travailler en Allemagne. Alors qu'il rentre, son train est arrêté en Ariège par des guérilleros, il reste avec eux et devient *El Manico*. Avec la 3^e Brigade d'Ariège, il participe aux combats pour la Libération, notamment à Foix (19 août 1944) et à Prayols (20 août).

Les guérilleros traversent ensuite les Pyrénées en vue de la **Reconquista de España**. Au cours de cette tentative, blessé, il est rattrapé par deux *guardias civiles*. L'un des deux le voit aussi jeune que le fils de l'autre et demande qu'il soit épargné. Il est détenu à Barcelone, avec d'autres guérilleros qui, appelés un à un, reviennent couverts de sang. Arrive son tour. Il découvre avec surprise au tribunal son frère devenu

franquiste, détenteur d'une lettre de recommandation d'un haut dignitaire fasciste de Saragosse, ce qui lui vaut la clémence. Emprisonné à Saragosse, il est libéré peu après, toujours grâce à son frère. Il se marie, sa fille aînée naît en Espagne. Les besoins économiques lui font quitter l'Espagne pour la France où naîtront ses trois autres enfants.

De passage en Ariège, il ne manquait pas de se recueillir devant le **Monument national des Guérilleros de Prayols** et participait avec enthousiasme aux cérémonies d'hommage national, au cours desquelles il chantait à pleine voix *El Himno de los guerrilleros*. Dont les dernières : 2014 en présence de Jean-Pierre Bel, alors Président du Sénat, et 2016 (voir photos ci-dessus).

Ses obsèques ont été célébrées à Pau le 17 février. Il était honoré par le drapeau de l'AAGEF-FFI, en présence de la délégation de l'Ariège représentée par Jeanine et Marie-Pierre, filles de son ami guérillero **Ángel RODRÍGUEZ GORDILLO**, **camarada de lucha del Manico** durant la Résistance et lors de la tentative de **Reconquista**, cru mort et retrouvé à Prayols des années plus tard, retrouvailles empreintes de très grande émotion. **¡Hasta siempre El Manico!**

Jeanine Garcia Rodríguez



4 juin 2016

Luis Roncero Doña busca información sobre **Marcelino FERNÁNDEZ MOVELLÁN**, de nombre de guerra "SURE". Nacido en Santander el 13 de septiembre de 1919, falleció en Narbona (Aude) el 15 de febrero de 1995.

Luchó en el **Quinto Regimiento** con **LÍSTER**, siendo Comisario Político. Soportó el campo de concentración de Argelès. En circunstancias desconocidas fue enviado a Alemania, se fugó, volvió a Francia. Se integró en un máquis FTP, alcanzando el grado de teniente y siendo condecorado.

Al finalizar la guerra, desde las filas del P.C.E. entró varias veces en España como guerrillero. En París conoció a **Benita GANUZA**, tuvieron dos hijas. Al ser Benita funcionaria de la OMS, vivieron en Ginebra, donde encabezaron un partido de corte maoísta. **Contactos :**

luisroncero43@gmail.com y aagef@free.fr

In memoriam : José POZUELO

Notre camarade Marie-Rose POZUELO est décédée le 19 mars 2018, à 80 ans. A sa famille, nous présentons nos condoléances. Son père était **José POZUELO ESPINOSA**, né le 10 mars 1913 à Mérida.



Il fut l'un des organisateurs de la **Unión Nacional Española** en région toulousaine au printemps 1942 et de la 2^e Brigade de Guérilleros de Haute-Garonne à l'été 1942. Il fut arrêté le 29 décembre 1942 à Toulouse, en même temps que **Joan BLÁZQUEZ ARROYO** (futur *general Cesar*) dans le cadre de la vaste campagne contre la UNE engagée en juin 1942 en Zone Occupée et en juillet en Zone Libre (« *Affaire Reconquista de España* »). Il subit la prison Saint-Michel puis les camps de concentration de Noé et du Vernet. Le 18 août 1944, il s'échappa du « Train Fantôme » (parti de Toulouse le 3 juillet) en gare de L'Isle-sur-la-Sorgue.

HF

Nous remercions vivement tous ceux qui contribuent à la confection de ce bulletin (informations, articles, photos...), à sa diffusion (papier et électronique) et à son financement.